

# 3.

## Distribution de produits et services financiers

---

- 3.1 Avis et communiqués
  - 3.2 Réglementation
  - 3.3 Autres consultations
  - 3.4 Modifications aux registres des courtiers, conseillers, cabinets et leurs représentants, ainsi que des sociétés et représentants autonomes
  - 3.5 Avis d'audiences
  - 3.6 Sanctions administratives et décisions disciplinaires
  - 3.7 Autres décisions
-

### 3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

### 3.2 RÉGLEMENTATION

#### 3.2.1 Consultation

Aucune information.

#### 3.2.2 Publication

#### DÉCISION N° 2006-PDG-0112

#### **Règlement modifiant le *Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier***

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le Règlement modifiant le *Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier*, conformément à l'article 215 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2 (la « Loi »);

Vu le pouvoir de l'Autorité de prendre un règlement prévu à la Loi, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

Vu la publication du projet de règlement pour consultation au Bulletin de l'Autorité du 25 novembre 2005, accompagné de l'avis prévu à l'article 194 de la Loi [(2005) Vol. 2, n° 47, B.A.M.F., Section Distribution de produits et services financiers];

Vu la fin de la période de consultation;

Vu l'article 217 de la Loi, qui prévoit qu'un règlement pris en application de la Loi doit être soumis à l'approbation du gouvernement, qui peut l'approuver avec ou sans modification;

Vu la recommandation de la Direction de l'encadrement de la distribution;

En conséquence :

L'Autorité prend le Règlement modifiant le *Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, autorise la publication au Bulletin et l'accomplissement de toute autre formalité requise par la loi.

Fait le 19 mai 2006.

---

Jean St-Gelais  
Président-directeur général

**Règlement modifiant le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier<sup>1</sup>**

L'Autorité publie le décret 586-2007 accompagné du Règlement modifiant le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier.

Ces modifications visent à ajouter à la liste des titres similaires à celui de planificateur financier et qui ne peuvent être utilisés par quiconque, le titre de «gestionnaire de patrimoine privé », ainsi que son abréviation «GPP».

Le Règlement modifiant le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier a été pris par l'Autorité des marchés financiers le 19 mai 2006, a été publié à la *Gazette officielle du Québec* à titre de projet le 14 février 2007, a reçu l'approbation gouvernementale requise et entrera en vigueur le 30 août 2007. Le décret approuvant le règlement a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 15 août 2007, et est disponible à la suite de cet avis.

**Le 17 août 2007**

---

<sup>1</sup> Diffusion autorisée par les Publications du Québec

## Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

### Décret 586-2007, 1<sup>er</sup> août 2007

Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2)

#### Titres similaires à celui de planificateur financier — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier

ATTENDU QUE l'article 215 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2) prévoit que l'Autorité peut, par règlement, déterminer les titres similaires à celui de planificateur financier ou d'expert en sinistre, ou les abréviations de tels titres, qui ne peuvent être utilisés;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 217 de cette loi prévoit qu'un règlement pris en application de celle-ci est soumis à l'approbation du gouvernement qui peut l'approuver avec ou sans modification;

ATTENDU QUE le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier a été approuvé par le décret n° 835-99 du 7 juillet 1999;

ATTENDU QUE l'Autorité des marchés financiers a adopté, le 19 mai 2006, par la décision n° 2006-PDG-0112, le Règlement modifiant le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), le projet de Règlement modifiant le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier a été publié à la *Gazette officielle du Québec* du 14 février 2007 avec avis qu'il pourrait être soumis pour approbation du gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QUE le délai de 45 jours est expiré;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Finances :

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier, annexé au présent décret, soit approuvé.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

#### Règlement modifiant le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier\*

Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2, a. 215)

**1.** L'article 1 du Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier est modifié par l'insertion, après le paragraphe 9°, du suivant :

“ 9.1° gestionnaire de patrimoine privé (GPP); ”.

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

48412

\* Le Règlement sur les titres similaires à celui de planificateur financier, approuvé par le décret n° 835-99 du 7 juillet 1999 (1999, *G.O.* 2, 3082), n'a pas subi de modification depuis son approbation.

## **Regulation to amend the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner**

<sup>1</sup>

The *Autorité des marchés financiers* (“Authority”) is publishing Order-in-Council 586-2007 along with the Regulation to amend the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner.

These amendments are intended to add the title “private wealth advisor” and its abbreviation “PWA” to the list of titles similar to the title of financial planner that may not be used by anyone. The Regulation to amend the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner, which was made by the Authority on May 19, 2006 and published in the *Gazette officielle du Québec* as a draft Regulation on February 14, 2007, received government approval as required and will come into force on August 30, 2007. The Order-in-Council approving the Regulation was published in the *Gazette officielle du Québec*, dated August 15, 2007, and follows this Notice.

**August 17, 2007**

---

<sup>1</sup> Publication authorized by *Les Publications du Québec*

## Regulations and other acts

Gouvernement du Québec

### O.C. 586-2007, 1 August 2007

An Act respecting the distribution of financial products and services  
(R.S.Q., c. D-9.2)

#### Titles similar to the title of financial planner — Amendment

Regulation to amend the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner

WHEREAS section 215 of the Act respecting the distribution of financial products and services (R.S.Q., c. D-9.2) provides that the Authority may, by regulation, determine the titles similar to the title of financial planner or claims adjuster, and the abbreviations, that may not be used;

WHEREAS the first paragraph of section 217 of the Act provides that a regulation made pursuant to the Act shall be submitted to the Government for approval with or without amendment;

WHEREAS the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner was approved by Order in Council 835-99 dated 7 July 1999;

WHEREAS, on 19 May 2006, the Autorité des marchés financiers made the Regulation to amend the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner by Decision 2006-PDG-0112;

WHEREAS, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (R.S.Q., c. R-18.1), a draft of the Regulation to amend the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner was published in the *Gazette officielle du Québec* of 14 February 2007 with a notice that it could be submitted to the Government for approval on the expiry of 45 days following that publication;

WHEREAS the 45-day period has expired;

WHEREAS it is expedient to approve the Regulation without amendment;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Minister of Finance:

THAT the Regulation to amend the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner, attached to this Order in Council, be approved.

GÉRARD BIBEAU,  
*Clerk of the Conseil exécutif*

#### Regulation to amend the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner\*

An Act respecting the distribution of financial products and services  
(R.S.Q., c. D-9.2, s. 215)

**1.** Section 1 of the Regulation respecting titles similar to the title of financial planner is amended by inserting the following after paragraph 9:

“(9.1) private wealth advisor (PWA);”.

**2.** This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

8249

\* The Regulation respecting titles similar to the title of financial planner, approved by Order in Council 835-99 dated 7 July 1999 (1999, *G.O.* 2, 2101), has not been amended since its approval

**DÉCISION N° 2006-PDG-0169****Règlement modifiant le *Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur***

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le Règlement modifiant le *Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur*, conformément au deuxième alinéa de l'article 26 et aux articles 31, 207 et 208 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2 (la « Loi »);

Vu le pouvoir de l'Autorité de prendre un règlement prévu à la Loi qui appartient exclusivement à son président-directeur général conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

Vu la publication du projet de règlement pour consultation au Bulletin de l'Autorité du 3 mars 2006, accompagné de l'avis prévu à l'article 194 de la Loi [(2006) Vol. 3, n° 9, B.A.M.F., Section Distribution de produits et services financiers];

Vu la fin de la période de consultation;

Vu l'article 217 de la Loi, qui prévoit qu'un règlement pris en application de la Loi doit être soumis à l'approbation du gouvernement, qui peut l'approuver avec ou sans modification;

Vu la recommandation de la Direction de l'encadrement de la distribution;

En conséquence :

L'Autorité prend le Règlement modifiant le *Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et autorise la publication au Bulletin et l'accomplissement de toute autre formalité requise par la Loi.

Cette décision remplace la décision n° 2006-PDG-0123 du 2 juin 2006

Fait le 2 octobre 2006.

---

Jean St-Gelais  
Président-directeur général

**Règlement modifiant le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur<sup>1</sup>**

L'Autorité publie le décret 587-2007 accompagné du Règlement modifiant le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur.

Ces modifications visent à prévoir les règles relatives à la divulgation des liens d'affaires visés à l'article 26 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2), y compris de quelle manière un représentant en assurance doit divulguer ces liens. Il détermine également quels sont les avantages et les intérêts octroyés qui constituent de tels liens.

Ce règlement n'a pas d'impacts significatifs sur les citoyens, sur les entreprises et en particulier les PME.

Le Règlement modifiant le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur a été pris par l'Autorité des marchés financiers le 2 octobre 2006, a été publié à la *Gazette officielle du Québec* à titre de projet le 20 décembre 2006, a reçu l'approbation gouvernementale requise et entrera en vigueur le 30 août 2007. Le décret approuvant le règlement a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 15 août 2007, et est disponible à la suite de cet avis.

**Le 17 août 2007**

---

<sup>1</sup> Diffusion autorisée par les Publications du Québec

---

## Règlements et autres actes

---

Gouvernement du Québec

### **Décret 587-2007, 1<sup>er</sup> août 2007**

Loi sur la distribution de produits et services financiers  
(L.R.Q., c. D-9.2)

#### **Renseignements à fournir au consommateur — Modifications**

CONCERNANT le Règlement modifiant Règlement sur  
les renseignements à fournir au consommateur

ATTENDU QUE l'article 207 de la Loi sur la distribu-  
tion de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2)  
prévoit que l'Autorité des marchés financiers peut, par  
règlement, déterminer ce qui constitue des liens d'affai-  
res et établir des règles relatives à leur divulgation ;

---

ATTENDU QUE l'article 208 de cette loi prévoit que l'Autorité peut, par règlement, déterminer les renseignements qu'un représentant en assurance de personnes, un représentant en assurance collective ou un courtier en assurance de dommages doit divulguer à la personne avec qui il transige au sujet des assureurs dont il offre les produits et la façon dont il doit le faire;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 217 de cette loi prévoit qu'un règlement pris en application de celle-ci est soumis à l'approbation du gouvernement qui peut l'approuver avec ou sans modification;

ATTENDU QUE le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur a été adopté le 23 juillet 1999 et publié au Bulletin du Bureau des services financiers (BSF) n° 5 du 11 novembre 1999;

ATTENDU QUE l'Autorité des marchés financiers a adopté, le 2 octobre 2006, par la décision n° 2006-PDG-0169, le Règlement modifiant le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), le projet de Règlement modifiant le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur a été publié à la *Gazette officielle du Québec* du 20 décembre 2006 avec avis qu'il pourrait être soumis pour approbation du gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QUE le délai de 45 jours est expiré;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Finances:

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur, annexé au présent décret, soit approuvé.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

## Règlement modifiant le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur\*

Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2, a. 26, 2<sup>e</sup> al., 31, 207, 208 et 217)

**1.** Le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur est modifié par le remplacement de l'intitulé de la section 3 par le suivant:

«**SECTION 3**  
DIVULGATION AU SUJET DES ASSUREURS  
DONT UN REPRÉSENTANT EST AUTORISÉ À  
OFFRIR LES PRODUITS OU AVEC LESQUELS  
IL A DES LIENS D'AFFAIRES».

**2.** L'article 4.5 de ce règlement est remplacé par le suivant:

«**4.5.** Les dispositions de la présente section ne s'appliquent qu'à l'agent en assurance de dommages et au courtier en assurance de dommages, à l'exception de l'article 4.6 qui ne s'applique qu'au représentant en assurance de personnes, au représentant en assurance collective de personnes et au courtier en assurance de dommages.»

**3.** L'article 4.7 de ce règlement est abrogé.

**4.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 4.7, des suivants:

«**4.8.** Le courtier en assurance de dommages doit, avant d'offrir un produit d'assurance, divulguer verbalement à la personne avec laquelle il transige le nom des assureurs avec lesquels lui-même, la société autonome ou le cabinet pour le compte duquel il agit a des liens d'affaires définis au deuxième alinéa de l'article 26 de la Loi et à l'article 4.10, en précisant la nature de ces liens, de la façon prévue à l'Annexe 4.

**4.9.** L'agent en assurance de dommages doit, avant de placer un risque auprès d'un assureur avec lequel lui-même ou le cabinet pour le compte duquel il agit a des liens d'affaires définis au deuxième alinéa de l'article 26

\* Le Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur, adopté le 23 juillet 1999 par la résolution n° 99.07.22 et publié au Bulletin du Bureau des services financiers (BSF) n° 5 du 11 novembre 1999, a été modifié par le règlement adopté le 8 février 2001 par la résolution n° 2001.02.27 et publié au Bulletin du BSF n° 12 du 5 mars 2001, et par le règlement adopté le 13 février 2003 par la résolution n° 2003.02.11 et publié au Bulletin du BSF n° 32 du 6 mars 2003.

de la Loi et à l'article 4.10, divulguer verbalement ces liens à la personne avec laquelle il transige, de la façon prévue à l'Annexe 4.

**4.10.** Constitue un lien d'affaires aux fins du deuxième alinéa de l'article 26 de la Loi, l'octroi, par l'assureur qui est une institution financière, autre qu'un assureur qui pratique exclusivement la réassurance, le groupe financier ou la personne morale liée à cette institution financière ou à ce groupe financier, au sens de l'article 147 de la Loi, d'un avantage sous forme de prêt d'argent ou de toute autre forme de financement à un cabinet, à une société autonome ou à un représentant autonome, ou, selon le cas, à leurs dirigeants, administrateurs, actionnaires ou associés ou à d'autres personnes morales ou sociétés pour lesquelles ces derniers sont également dirigeants, administrateurs, actionnaires ou associés.

Il y a également un tel lien d'affaires et octroi par un assureur d'un intérêt à un cabinet, à une société autonome ou à un représentant autonome lorsque l'ensemble des risques placés auprès de l'assureur ou d'autres assureurs membres du même groupe financier représentait 60 % et plus du volume total des risques placés en assurance de dommages des particuliers par le cabinet, la société autonome ou le représentant autonome, calculé sur la base de valeur de primes souscrites, annualisées au 31 décembre de chaque année.

**4.11.** L'agent en assurance de dommages ou le courtier en assurance de dommages n'est pas tenu de divulguer le lien d'affaires visé au deuxième alinéa de l'article 4.10 lorsqu'il agit, à l'égard de la personne avec laquelle il transige, dans la catégorie de discipline de l'assurance de dommages des entreprises; cette dispense s'applique également à l'agent qui a effectué la divulgation prévue à l'article 32 de la Loi.

**4.12.** L'agent en assurance de dommages ou le courtier en assurance de dommages est réputé avoir divulgué l'intérêt que l'assureur détient dans la propriété du cabinet pour le compte duquel il agit ou, inversement, que le cabinet détient dans la propriété de l'assureur, ou encore l'avantage que l'assureur a octroyé au cabinet conformément au premier alinéa de l'article 4.10, lorsque l'utilisation du nom du cabinet indique ces liens d'affaires.

**4.13.** Lors de la délivrance de la police d'assurance, l'agent en assurance de dommages ou le courtier en assurance de dommages qui place un risque auprès d'un assureur doit confirmer par écrit la divulgation qu'il a faite en vertu des articles 4.8 ou 4.9, relativement aux liens d'affaires qu'il a avec cet assureur, en utilisant les expressions figurant à l'Annexe 4.

Lors du renouvellement de la police d'assurance, l'agent en assurance de dommages ou le courtier en assurance de dommages doit divulguer ces liens d'affaires ainsi que tout nouveau lien établi au cours de l'année précédant la date du renouvellement, par écrit et de la façon prévue au premier alinéa. Lorsque cet agent ou ce courtier a une communication verbale avec son client, il doit également les divulguer verbalement, de la façon prévue à l'Annexe 4. ».

**5.** Ce règlement est modifié par l'addition, après l'annexe 3, de l'annexe suivante :

« **ANNEXE 4**  
(articles 4.8 et 4.9)

**DIVULGATION AU SUJET DES ASSUREURS**

Les liens d'affaires à être divulgués sont les suivants :

— le fait que l'assureur auprès duquel l'agent en assurance de dommages ou le courtier en assurance de dommages peut placer un risque détient un intérêt direct ou indirect dans la propriété du cabinet pour le compte duquel cet agent ou ce courtier agit ;

— le fait que le cabinet pour le compte duquel l'agent en assurance de dommages ou le courtier en assurance de dommages agit détient un intérêt direct ou indirect dans la propriété de l'assureur auprès duquel cet agent ou ce courtier peut placer un risque ;

— le fait que le cabinet ou la société autonome pour le compte duquel l'agent en assurance de dommages ou le courtier en assurance de dommages agit, ou ce courtier à titre de représentant autonome ou, selon le cas, ses dirigeants, administrateurs, actionnaires ou associés ou d'autres personnes morales ou sociétés pour lesquelles ces derniers sont également dirigeants, administrateurs, actionnaires ou associés, se sont vus octroyer un prêt ou toute autre forme de financement de l'assureur auprès duquel ils peuvent placer un risque ;

— le fait que l'ensemble des risques placés auprès de l'assureur ou d'autres assureurs membres du même groupe financier représentait 60% et plus du volume total des risques placés en assurance de dommages des particuliers par le cabinet ou la société autonome pour le compte duquel l'agent en assurance de dommages ou le courtier en assurance de dommages agit ou par ce courtier à titre de représentant autonome, calculé sur la base de valeur de primes directes souscrites, annualisées au 31 décembre de chaque année.

L'agent en assurance de dommages ou le courtier en assurance de dommages doit effectuer la divulgation prescrite par les articles 4.8 ou 4.9 en utilisant, compte tenu des adaptations nécessaires, l'une des expressions suivantes :

1° en ce qui concerne la divulgation de liens de propriété avec un assureur ou de l'octroi d'un prêt ou toute autre forme de financement par un assureur :

— « Notre cabinet a des liens financiers avec l'assureur ABC inc. » ;

— « L'assureur ABC inc. a consenti un prêt ou du financement à notre cabinet. » ;

— « Notre cabinet appartient en partie à l'assureur ABC inc. » ;

— « L'assureur ABC inc. appartient en partie à notre cabinet. ».

2° en ce qui concerne la divulgation du nom de l'assureur auprès duquel l'ensemble des risques placés par le cabinet représente 60% et plus du volume total des risques placés en assurance de dommages des particuliers :

— « Notre cabinet fait principalement affaire avec l'assureur ABC inc. » ;

— « ABC inc. est le principal assureur de notre cabinet. » ;

— « Je suis agent pour l'assureur ABC inc. et j'offre exclusivement les produits de cet assureur. ».

**6.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* à l'exception de l'article 4.13 introduit par l'article 4 du présent règlement, qui entrera en vigueur à la date du premier anniversaire de l'entrée en vigueur du présent règlement.

48413

**Regulation to amend the Regulation respecting Information to be Provided to Consumers<sup>1</sup>**

The *Autorité des marchés financiers* (“Authority”) is publishing Order-in-Council 587-2007 along with the Regulation to amend the Regulation respecting Information to be Provided to Consumers.

These amendments sets out the rules relating to the disclosure of the business relationships referred to in section 26 of the Act respecting the distribution of financial products and services (R.S.Q., c. D-9.2), including the manner in which insurance representatives must disclose the relationships. They also determines the benefits and interests granted that constitute a business relationship.

The Regulation has no significant impact on the public or on enterprises, including small and medium-sized businesses.

The Regulation to amend the Regulation respecting Information to be Provided to Consumers, which was made by the Authority on October 2, 2006 and published in the *Gazette officielle du Québec* as a draft Regulation on December 20, 2006, received government approval as required and will come into force on August 30, 2007. The Order-in-Council approving the Regulation was published in the *Gazette officielle du Québec*, dated August 15, 2007, and follows this Notice.

**August 17, 2007**

---

<sup>1</sup> Publication authorized by *Les Publications du Québec*

---

## Regulations and other acts

---

Gouvernement du Québec

### **O.C. 587-2007, 1 August 2007**

An Act respecting the distribution of financial products and services  
(R.S.Q., c. D-9.2)

#### **Information to be provided to consumers — Amendments**

Regulation to amend the Regulation respecting Information to be Provided to Consumers

WHEREAS section 207 of the Act respecting the distribution of financial products and services (R.S.Q., c. D-9.2) provides that the Autorité des marchés financiers may, by regulation, determine what constitutes a

---

business relationship and the rules relating to the disclosure of business relationships;

WHEREAS section 208 of the Act provides that the Authority may, by regulation, determine the information that must be disclosed by representatives in insurance of persons, group insurance representatives and damage insurance brokers to the person with whom they are transacting business concerning the insurers whose products they offer, and the manner in which the information must be disclosed;

WHEREAS the first paragraph of section 217 of the Act provides that a regulation made pursuant to the Act shall be submitted to the Government for approval with or without amendment;

WHEREAS the Regulation respecting Information to be Provided to Consumers was adopted on 23 July 1999 and published in the Bulletin of the Bureau des services financiers (BSF) No. 5 dated 11 November 1999;

WHEREAS the Autorité des marchés financiers adopted the Regulation to amend the Regulation to amend the Regulation respecting Information to be Provided to Consumers on 2 October 2006 by Decision 2006-PDG-0169;

WHEREAS, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (R.S.Q., c. R-18.1), the draft Regulation to amend the Regulation respecting Information to be Provided to Consumers was published in the *Gazette officielle du Québec* of 20 December 2006 with a notice that it could be submitted to the Government for approval on the expiry of 45 days following that publication;

WHEREAS the 45-day period has expired;

WHEREAS it is expedient to approve the Regulation without amendment;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Minister of Finance:

THAT the Regulation to amend the Regulation respecting Information to be Provided to Consumers, attached to this Order in Council, be approved.

GÉRARD BIBEAU,  
*Clerk of the Conseil exécutif*

## Regulation to amend the Regulation respecting Information to be Provided to Consumers\*

Act respecting the distribution of financial products and services  
(R.S.Q., c. D-9.2, s. 26, 2nd par., 31, 207, 208 and 217)

**1.** The Regulation respecting Information to be Provided to Consumers is amended by replacing Division 3 with the following:

### “DIVISION 3

DISCLOSURE OF INFORMATION ON INSURERS WHOSE REPRESENTATIVE IS AUTHORIZED TO OFFER PRODUCTS OR WITH WHOM THE REPRESENTATIVE HAS A BUSINESS RELATIONSHIP”.

**2.** Section 4.5 of the Regulation is replaced by the following:

“**4.5** The provisions of this Division only apply to damage insurance agents and damage insurance brokers, other than section 4.6, which only applies to representatives in insurance of persons, representatives in group insurance of persons and damage insurance brokers.”.

**3.** Section 4.7 of the Regulation is repealed.

**4.** The Regulation is amended by adding the following after section 4.7:

“**4.8** Damage insurance brokers must, before offering an insurance product, verbally disclose to the person with whom they are transacting business the names of the insurers with whom the brokers, the independent partnership or the firm on whose behalf they are acting have a business relationship as defined in the second paragraph of section 26 of the Act and section 4.10, and specify the nature of the relationship, in the manner prescribed in Schedule 4.

**4.9** Damage insurance agents, must, before placing a risk with an insurer with whom the agents or the firm on whose behalf they are acting have a business relationship as defined in the second paragraph of section 26 of

\* The Regulation respecting Information to be Provided to Consumers, adopted on July 23, 1999 pursuant to resolution No. 99.07.22 and published in the Bulletin of the Bureau des services financiers (BSF), No. 5, dated November 11, 1999, was amended under the Regulation adopted on February 8, 2001 pursuant to resolution No. 2001.02.27 and published in BSF Bulletin No. 12, dated March 5, 2001, and the Regulation adopted on February 13, 2003 pursuant to resolution No. 2003.02.11 and published in BSF Bulletin No. 32, dated March 6, 2003.

the Act and section 4.10, disclose such business relationship verbally to the person with whom they are transacting business, in the manner prescribed in Schedule 4.

**4.10** For the purposes of the second paragraph of section 26 of the Act, a business relationship is entered into where an insurer that is a financial institution, other than an insurer engaging exclusively in the business of reinsurance, a financial group or a legal person related to the financial institution or financial group, within the meaning of section 147 of the Act, grants a benefit by lending a sum of money or granting any other form of financing to a firm, an independent partnership or an independent representative or, as the case may be, the executive officers, directors, shareholders or partners thereof, or other legal persons or partnerships for which these executive officers, directors, shareholders or partners are also executive officers, directors, shareholders or partners.

Moreover, such a business relationship is entered into and an interest is granted by an insurer to a firm, an independent partnership or an independent representative where the aggregate of risks placed with the insurer or other insurers that are members of the same financial group represented 60% or more of the total volume of risks placed in personal-lines damage insurance by the firm, the independent partnership or the independent representative, calculated on the value basis of written premiums annualized as at December 31 of each year.

**4.11** Damage insurance agents and damage insurance brokers are not required to disclose the business relationship contemplated in the second paragraph of section 4.10 if they are, with respect to the person with whom they are transacting business, acting in the commercial-lines damage insurance sector class; this exemption shall also apply to agents who have made the disclosure prescribed in section 32 of the Act.

**4.12** Damage insurance agents and damage insurance brokers are deemed to have disclosed the interest held by the insurer in the ownership of the firm on behalf of which they are acting or, conversely, the interest held by the firm in the ownership of the insurer, or the benefit the insurer has granted to the firm in accordance with the first paragraph of section 4.10, when the use of the firm's name indicates this business relationship.

**4.13** At the time of issuance of the insurance policy, damage insurance agents or damage insurance brokers who place a risk with an insurer must confirm in writing the disclosure they have made pursuant to sections 4.8 or 4.9, regarding their business relationship with that insurer, by using the phrases set out in Schedule 4.

At the time of the renewal of the insurance policy, damage insurance agents or damage insurance brokers must disclose, in writing and in the manner provided for in the first paragraph, this business relationship as well as any new relationship established during the year prior to the renewal date. Where these agents or brokers have verbal communication with their client, they must also disclose such business relationships verbally in the manner provided for in Schedule 4.”

**5.** The Regulation is amended by adding the following after Schedule 3:

**“SCHEDULE 4**  
(sections 4.8 and 4.9)

**DISCLOSURE OF INFORMATION ON INSURERS**

The business relationships to be disclosed are as follows:

— the fact that the insurer with which the damage insurance agent or damage insurance broker may place a risk holds a direct or indirect interest in the ownership of the firm on behalf of which this agent or broker is acting;

— the fact that the firm on behalf of which the damage insurance agent or damage insurance broker is acting holds a direct or indirect interest in the ownership of the insurer with which this agent or broker may place a risk;

— the fact that the firm or the independent partnership on behalf of which the damage insurance agent or damage insurance broker is acting or this broker as an independent representative or, as the case may be, the executive officers, directors, shareholders or partners thereof or other legal persons or partnerships on behalf of which these executive officers, directors, shareholders or partners are also executive officers, directors, shareholders or partners, have been granted a loan or any other form of financing by the insurer with which they may place a risk; and

— the fact that the aggregate risks placed with the insurer or other insurers that are members of the same financial group represented 60% or more of the total volume of risks placed in personal-lines damage insurance by the firm or the independent partnership on behalf of which the damage insurance agent or damage insurance broker is acting or by this broker as an independent representative, calculated on the value basis of direct written premiums annualized as at December 31 of each year.

The damage insurance agent or damage insurance broker must make the disclosure prescribed in section 4.8 or 4.9 by using one of the following phrases, and making the necessary changes:

1) for disclosure of ownership interests with an insurer or the granting of a loan or any other form of financing by an insurer:

— “Our firm has a financial relationship with the insurer ABC Inc.”;

— “The insurer ABC Inc. has granted a loan or financing to our firm.”;

— “Our firm is owned in part by the insurer ABC Inc.”;

— “Our firm owns part of the insurer ABC Inc.”.

2) for disclosure of the name of the insurer with which the aggregate risks placed by the firm represent 60% or more of the total volume of risks placed in personal-lines damage insurance:

— “Our firm does business primarily with the insurer ABC Inc.”;

— “ABC Inc. is our firm’s principal insurer.”;

— “I am an agent for the insurer ABC Inc. and I propose only products offered by that insurer.”.

**6.** This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*, other than section 4.13, which is introduced by section 4 of this Regulation and will come into force on the date of the first anniversary of the coming into force of this Regulation.

8250

### 3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

### 3.4 MODIFICATIONS AUX REGISTRES DES COURTIER, CONSEILLERS, CABINETS ET LEURS REPRÉSENTANTS, AINSI QUE DES SOCIÉTÉS ET REPRÉSENTANTS AUTONOMES

#### 3.4.1 Inscription de firmes

##### 3.4.1.1 Courtiers en valeurs

Aucune information.

##### 3.4.1.2 Conseillers en valeurs

Aucune information

##### 3.4.1.3 Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
513137	9184-0470 Québec inc.	Marc Binette	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2007-08-13
513146	Assurance Nadeau Inc.	Éric Nadeau	Assurance de dommages	2007-08-10
513147	Services Financiers Le Cavalier inc.	Sylvain Le Cavalier	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2007-08-13
513148	Gestion Martin Pinard inc.	Martin Pinard	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2007-08-13

#### 3.4.2 Agréments ou autorisations à titre de dirigeants et dirigeants responsables

##### 3.4.2.1 Courtiers en valeurs

Agrément à titre de dirigeant responsable des personnes suivantes :

- Milette, Nicolas  
Courtage Direct Banque Nationale inc.
- Young, Robert Earl  
Liquidnet Canada Inc.

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Blackmont Capital inc. :

- Dalton, Kevin William
- Debus, Joseph Herman

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de BMO Nesbitt Burns inc. :

- Bonneveld, Michael Peter
- MacIndoe, Karine Leigh
- Ryback, Philip Chester

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de BMO Nesbitt Burns ltée/lté. :

- Bonneveld, Michael Peter
- MacIndoe, Karine Leigh
- Rubisov, Dmitri
- Ryback, Philip Chester

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Corporation de Valeurs Immobilières Dundee :

- Cohen, Stephen Howard
- Pound, Charles Fitzgerald

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Corporation Firstenergy Capital :

- Bakke, Erik Bjorn
- Fitzmartyn, Robert John

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de J.F. Mackie & Company Ltd. :

- Knowles, Robert Anthony
- Lamont, Kirsten Denise
- Scullion, Susan Marie

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Marchés mondiaux CIBC inc. :

- MacCurdy, Gillian Christine
- Nelson, Byron Edgar
- Strachan, Valerie Loya

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Partenaires financiers Richardson limitée :

- Gauthier, Paul Charles
- Pelletier, Alain

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de TD Waterhouse Canada inc. :

- Frankiss, Julian Charles
- Russell, Clifford Stuart

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Valeurs Mobilières Berkshire inc. :

- Rajewski, Dawn Marie
- Young, Kevin Christopher

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes :

- Asmundson, Paul Edward  
Valeurs Mobilières TD inc.
- Baker, Kenneth Alfred  
Services Investisseurs CIBC inc.
- Borcan, Ludmila  
Courtage Direct Banque Nationale inc.
- Maitra, Sucharita  
Edward Jones
- Skain, John Michael  
Services financiers Penson Canada inc.
- Throop, Gerald Charles  
Financière Banque Nationale Inc.

#### 3.4.2.2 Conseillers en valeurs

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Gestion d'actifs Nomura U.S.A. inc. :

- Chopra-Brathwaite, Rita
- Meyer, Mark

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de UBS Gestion globale d'actifs :

- Chaturvedi, Ashish
- Crosland, Kent

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes :

- Bernard, Richard  
Legg Mason Canada inc.
- Brown, Timothy  
Fonds d'investissements de CITIBANK Canada limitée
- Christie, Robert  
Société de gestion d'investissements GWL Itée
- George, Judith  
Conseiller en placement Howson Tattersall limitée
- Iyer, Srkianth  
Guardian Capital LP
- Kortan, Allan  
Northwater Gestion inc.

#### 3.4.2.3 Cabinets de services financiers

Agrément à titre de dirigeant responsable de la personne suivante :

- Beaudry, France  
Investia Services financiers inc.

### 3.4.3 Cessations de fonctions d'un dirigeant ou d'un dirigeant responsable

#### 3.4.3.1 Courtiers en valeurs

Cessation de fonctions à titre de dirigeant responsable des personnes suivantes :

- Breton, Gilles Yves  
Courtage Direct Banque Nationale inc.
- Kazmierowski, Michael Anthony Patrick  
Services Valeurs Mobilières M. R. S. Inc.

Cessation de fonctions à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Valeurs Mobilières TD inc. :

- Tanguay, Mathieu
- Thurman, Timothy Brian

Cessation de fonctions à titre de dirigeant des personnes suivantes :

- Allworth, James Henry  
RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.
- Cheung, Denise Pui-Han  
Marchés Perimeter
- Landry, Kevin John  
Financière Banque Nationale Inc.

- Lemieux, Robert Leo  
Marchés mondiaux CIBC Inc.

#### 3.4.3.2 Conseillers en valeurs

Cessation de fonctions à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Legg Mason Canada inc. :

- Scheve, Timothy C.
- Steffensen, Gert

Cessation de fonctions à titre de dirigeant des personnes suivantes :

- Berman, Brett  
RBC Gestion d'actifs inc.
- Lewis, Allan Michael  
Société de gestion de placements GE Canada
- Pennal, Peter George  
Gestion de capital KBSH inc.
- Wright, Timothy John  
Gestion de placements TD inc.

#### 3.4.3.3 Cabinets de services financiers

Cessation de fonctions à titre de dirigeant responsable de la personne suivante :

- Massicotte, Pierre  
Investia Services financiers inc.

### 3.4.4 Cessations, interruptions, non-renouvellements, radiations, révocations et suspensions des représentants autorisés

#### 3.4.4.1 Courtiers en valeurs

Interruption d'activités à titre de représentant des personnes suivantes, pour le compte de TD Waterhouse Canada inc., vu la cessation de cette activité :

- Kardum, Nikola Anthony
- Skabas, Radoslaw

Interruption d'activités à titre de représentant des personnes suivantes, pour le compte de Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc., vu la cessation de cette activité :

- Cardin, Eve
- Cobuzzi, Marisa

Interruption d'activités à titre de représentant des personnes suivantes, vu la cessation de cette activité :

- Brown, Thomas Campion  
CanDeal ca. inc.
- Cahill, James Maxwell  
BMO Ligne d'action inc.
- Charron, Francine  
Financière Banque Nationale inc.
- Cheung, Denise Pui-Han  
Marchés Perimeter
- Dudley, Stephen Anthony  
Société de valeurs mobilières E\*TRADE Canada
- Laurin, Jacqueline Marie  
Scotia Capitaux inc.
- Norris, Alvah  
Valeurs mobilières Investpro inc.
- Tanguay, Mathieu  
Valeurs Mobilières TD inc.

#### 3.4.4.2 Conseillers en valeurs

Interruption d'activités à titre de représentant des personnes suivantes, vu la cessation de cette activité :

- Pennal, Peter George  
Gestion de capital KBSH inc.
- Steffensen, Gert  
Legg Mason Canada inc.

#### 3.4.4.3 Cabinets de services financiers

##### **Sans mode d'exercice**

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces informations auprès du d'un agent d'information au :

Québec : (418) 525-0337  
Montréal : (514) 395-0337

Sans frais : 1 877 525-0337.

Veillez vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 9, et les mentions spéciales, de A à F.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	A Restreint à l'assurance-vie
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	B Restreint aux produits d'assurance collective contre les accidents et la maladie
2a Assurance collective de personnes	C Courtage spécial
2b Régime d'assurance collective	D Courtage relatif à des prêts garantis par hypothèque immobilière
2c Régime de rentes collectives	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
3a Assurance de dommages (Agent)	F Placement de parts permanentes et de parts privilégiées
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a Expertise en règlement de sinistres	
5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers	
5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises	
5d Expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur	
5e Expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur en assurance de dommages des particuliers	
5f Expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur en assurance de dommages des entreprises	
6 Planification financière	
7 Courtage en épargne collective	
8 Courtage en contrats d'investissements	
9 Courtage en plans de bourses d'études	

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
154688	Alain	Simon	5E	2007-08-13
168272	Bastone	Joseph	1A	2007-08-14
166910	Bouchard	Byanka	1B	2007-08-13
156900	Boyer	Christyne	4C	2007-08-10
137816	Charland	Christian	4A	2007-08-13
162707	Collin	Maryève	4B	2007-08-14
173322	Cristea	Daniela	1A	2007-08-13
108677	Dagenais	Annie	7	2007-08-01
173122	Daneault	Mathieu	1A	2007-08-13
168816	Dihaj	Youssef	4B	2007-08-13
172243	Dorisma	Jean-Amos	9	2007-08-08
111520	Dupuis	Louise	4A	2007-08-13
112080	Felton	Gilles	4A	2007-08-09
113198	Gagné	Martin	1A, 2A	2007-08-13
145845	Gravel	Ronald	6	2007-08-14
115723	Guerrier	Jean	1A, 2A	2007-08-13
165605	Heim	Gerald Louis	5E	2007-08-13
174092	Jomphe	Michel	1A	2007-08-13
173283	Julien	Pierre	1A	2007-08-13
174594	Klioua	Toufik	1A	2007-08-13
117707	Labbé	Normand	1A	2007-08-13
158249	Leblanc	Diane	4B	2007-08-13
156623	Lemelin	Jonathan	1A	2007-08-10
173164	Massaad	Simon	1A	2007-08-13
127376	Massé	Francine	7	2007-08-01
174267	Mourid	Abdelbarre	1A	2007-08-13
149882	Ménard	Caroline	1A, 6, 7	2007-08-14
135611	Paquin	Pierre	4A	2007-08-09
152758	Parenteau	Nicole	4B	2007-08-13
172780	Payeur	Julie	4B	2007-08-14
127123	Pinsonneault	Élyse	6	2007-08-14
131259	Spahr	Paul	6	2007-08-14
148396	St-Pierre	Sylvie	4B	2007-08-10
132118	Tessier	Jacqueline	7	2007-08-02
132118	Tessier	Jacqueline	F	2007-08-02
173698	Turcotte	Benoit	1A	2007-08-13
145462	Walker	Clair	6	2007-08-10

### 3.4.5 Refus d'inscription d'une firme

Aucune information.

### 3.4.6 Cessations, radiations et suspensions des firmes inscrites

#### 3.4.6.1 Courtiers en valeurs

Aucune information.

#### 3.4.6.2 Conseillers en valeurs

Aucune information.

#### 3.4.6.3 Cabinets de services financiers

##### Radiations

Inscription	Cabinet	Numéro de décision	Décision	Date de la décision
501193	Pension positive inc.	2007-DIST-0498	Radiation	2007-08-13
502022	Gestion 2007 inc.	2007-DIST-0508	Radiation	2007-08-13
503982	Agence d'assurance Intercité inc.	2007-DIST-0499	Radiation	2007-08-13
506109	Services financiers Stéphane Grégoire inc.	2007-DIST-0506	Radiation	2007-08-13

##### Cessations

Inscription	Nom du cabinet	Disciplines	Date de cessation
501687	177812 Canada inc.	Assurance de personnes	2007-08-14
502087	Assurances Gilles Grenier inc.	Assurance de personnes	2007-08-14
503847	R. Desrosiers & Associés inc.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2007-08-14
504568	Les assurances Maurice De Champlain (2005) inc.	Assurance de dommages	2007-08-14
504954	Lafèche et Morel Experts en sinistres inc.	Expertise en règlement de sinistres	2007-08-14
508262	9038-3746 Québec inc.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2007-08-09
509732	ING Novex compagnie d'assurance du Canada	Assurance de personnes Assurance de dommages	2007-08-14
511012	Les services de planification avancée de revenus P.A. inc.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2007-08-14

## 3.4.6.4 Sociétés et représentants autonomes

Inscription	Nom du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
502404	Marc Binette	Assurance de personnes Assurance collectives de personnes Planification financière	2007-08-13
511555	Emery Côté	Assurance de personnes	2007-08-10
512346	Sylvain Le Cavalier	Assurance de personnes Assurance collectives de personnes	2007-08-13
512579	Suzanne Gisbert	Assurance de personnes	2007-08-09

3.4.6.5 Représentants de cabinets de services financiers (*en vertu de l'article 218 de la LDPSF*)

Aucune information.

## 3.4.7 Suspensions et radiations des OAR

## 3.4.7.1 Membres de l'ACCOVAM

Aucune information.

## 3.4.7.2 Membres de la CSF

Aucune information.

## 3.4.7.3 Membres de la ChAD

Aucune information.

## 3.5 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

### **3.6 SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET DÉCISIONS DISCIPLINAIRES**

#### **3.6.1 Autorité**

Aucune information.

#### **3.6.2 BDRVM**

Aucune information.

#### **3.6.3 OAR**

##### **3.6.3.1 Comité de discipline de la CSF**

Aucune information.

##### **3.6.3.2 Comité de discipline de la ChAD**

Aucune information.

##### **3.6.3.3 ACCOVAM**

Aucune information.

##### **3.6.3.4 Bourse de Montréal Inc.**

CANADA  
 Province de Québec  
 District de Montréal  
 Plainte 00-524-Disc (a)

BOURSE DE MONTRÉAL INC.  
 Comité de discipline  
 Plaignante

-et-

MARC BEAUDOIN  
 Intimé

Sous la présidence de : M. Giovanni Giarrusso  
 Assisté de : M. Jean-Pierre Gallardo  
 Assisté de : M. Sylvain Perreault

## DÉCISION

### I. LES PROCÉDURES

(1) Le 28 novembre 2006, la plaignante Bourse de Montréal Inc. (la «**Bourse**») a intenté des procédures disciplinaires contre l'intimé relativement à des gestes posés par ce dernier en qualité de personne approuvée au sens des Règles et Politiques de la Bourse (les «**Règles**») alors qu'il était un représentant inscrit pour la firme Canaccord Capital (le «**courtier**»). Le courtier était membre agréé de la Bourse à l'époque pertinente à la présente procédure;

(2) La plainte déposée contre l'intimée lui reproche : d'avoir « contrevenu à l'article 6004 des Règles de la Bourse de Montréal inc en procédant hors bourse à une opération d'échange de 500 000 actions de la compagnie Jitec inc en contrepartie d'une somme de 2 600 000\$, dont 1 800 000\$ provenait du compte de son client Oster Services Ltd (compte no 581-531E-6), le tout exposant Marc Beaudoin à une plainte disciplinaire et aux sanctions prévues aux articles 4101 et suivants des Règles de la Bourse de Montréal inc »;

(3) L'avis introductif d'instance et la plainte disciplinaire sont tous les deux datés du 28 novembre 2006 signifiés par huissier à l'intimé le 8 décembre 2006, selon le procès verbal afférent à la signification;

(4) L'intimé n'a pas produit de réponse à ladite plainte;

(5) L'avis de la présente audition, daté du 30 avril 2007, a été signifié à l'intimé par huissier le 3 mai 2007;

(6) L'audition s'est déroulée le 7 juin 2007 dans les locaux de la Bourse;

(7) Les membres du Comité ont fait une déclaration solennelle à l'effet qu'ils n'avaient aucun motif de récusation;

(8) L'intimé ne s'étant pas présenté à l'audition pour être entendu et faire valoir ses arguments, les membres du Comité de discipline, conformément à l'article 4158 des Règles, ont convenu de procéder en son absence;

(9) La Bourse était représentée par Me Francis Larin.

... 2

## II. LES FAITS

(10) Les membres du Comité ont été informés que le 2 mars 2007, la Bourse publiait une circulaire faisant état d'une décision disciplinaire où le courtier reconnaissait avoir contrevenu à l'article 6004 en ce que : « Le ou vers le 25 septembre 2000, un ancien représentant inscrit auprès de Canaccord et personne approuvée par la Bourse a procédé hors bourse à une opération impliquant 500 000 actions de Jitec inc, pour une valeur totale de 2 600 000\$. Comme les actions de Jitec inc étaient alors inscrites à la cote de la Bourse, ces opérations auraient dû se faire en bourse conformément aux Règles de la Bourse. »;

(11) Dans cette circulaire du 2 mars 2007, il était annoncé qu'une amende de 35 000\$ et le remboursement des frais de 8 000\$ étaient imposés au courtier;

(12) La Bourse a fait entendre son témoin, l'enquêteur Nicolas D'Astous, qui a fait état des résultats de son enquête et répondu aux questions des membres du Comité,

(13) L'enquêteur D'Astous a confirmé que les faits faisant l'objet de la présente plainte disciplinaire étaient les mêmes que ceux démontrés lors de l'affaire conclue par la circulaire du 2 mars 2007.

## III. LA DÉCISION

(14) Après audition du témoin D'Astous et après délibération, le Comité se déclare satisfait que la Bourse a fait la preuve que l'infraction reprochée à la plainte du 28 novembre 2006 a été commise par l'intimé. Quant à la peine, le Comité fait sienne la recommandation du procureur de la Bourse.

**PAR CES MOTIFS, le Comité :**

**CONDAMNE l'intimé au paiement d'une amende de 35 000\$;**

**ORDONNE le remboursement par l'intimée des frais d'enquête de 10 595\$.**

Montréal, le 17 juillet 2007

\_\_\_\_\_(S)\_\_\_\_\_  
Giovanni Giarrusso  
Président du Comité de discipline

\_\_\_\_\_(S)\_\_\_\_\_  
Jean-Pierre Gallardo  
Membre du Comité de discipline

\_\_\_\_\_(S)\_\_\_\_\_  
Sylvain Perreault  
Membre du Comité de discipline

#### 3.6.3.5 RS

Aucune information.

## 3.7 AUTRES DÉCISIONS

### 3.7.1 Dispenses

#### Dispense relative à la préparation professionnelle.

- Chin, Robert  
Gestion placements Desjardins inc.

Cette personne est dispensée de l'application de l'article 48 de l'Instruction générale n° Q 9 concernant la préparation professionnelle.

Le bénéfice de cette dispense est assorti des restrictions ou conditions suivantes :

- le représentant limite l'exercice de ses activités au démarchages;
- le représentant souscrit auprès de l'Autorité des marchés financiers l'engagement d'informer par écrit le directeur de tout changement dans les informations soumises lors de la demande de dispense.

### 3.7.2 Exercice d'une autre activité

Aucune information.

### 3.7.3 Approbation d'un projet d'entente de partage de commissions, approbation d'une prise de position importante, emprunt ou remboursement autorisés

#### Emprunts et/ou remboursements autorisés par l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières (ACCOVAM)

##### Merrill Lynch Canada Inc.

Approbation d'un emprunt de 200 000 000 \$ assorti d'une renonciation à concourir de Merrill Lynch Canada Credit Inc. en faveur de Merrill Lynch Canada Inc., courtier en valeurs de plein exercice. Le solde de l'emprunt pour lequel Merrill Lynch Canada Credit Inc. renonce à concourir est de 1 131 000 000 \$.

### 3.7.4 Autres

Aucune information.